

États-Unis



Qui sont les détenus de Guantánamo ?

CAS D'APPEL N°21

Adel Hassan Hamad

Février 2007

Index AI : AMR 51/032/2007

Ressortissant soudanais : Adel Hassan Hamad

Numéro de détenu : 940

Situation de famille : Marié et père de famille

Activité : Administrateur d'hôpital, travailleur humanitaire et enseignant

Âge : quarante-huit ans

« J'ai été arrêté chez moi, à 1 h 30 du matin : à mon réveil, je me suis trouvé nez à nez avec des policiers des services de renseignements pakistanais qui pointaient leur arme sur mon visage... »

Adel Hamad, ressortissant soudanais, a été emmené de chez lui, à Peshawar, sous la menace d'une arme, le 18 juillet 2002. Des agents pakistanais opérant sous les ordres d'un représentant des autorités américaines lui ont confisqué son passeport, attaché les mains et fait descendre les escaliers pour l'embarquer à bord d'une voiture.

Adel Hamad a été conduit dans une prison pakistanaise, où il a été détenu six mois et demi dans des conditions qui étaient, selon lui, extrêmement mauvaises. Au cours de cette période, son poids serait passé de 90 à 60 kilogrammes.

Transfert à Bagram, puis à Guantánamo

« De terribles souffrances m'attendaient aussi à Bagram [...] Ils m'ont emmené et complètement dévêtu [...] Ils se moquaient souvent de moi [...] Ils m'ont empêché de dormir pendant trois jours. »

Au moment de son transfert à Bagram, Adel Hassan affirme qu'il a été battu, à l'aéroport, et jeté à terre. À Bagram, on a lâché des chiens contre lui sous les yeux de soldats hilares. Il a également été déshabillé de force et soumis à des privations de sommeil. Adel Hassan souffre encore de douleurs aux pieds des suites de longues périodes avec des chaînes aux pieds et aux mains. Il est resté à Bagram environ deux mois, avant d'être transféré à Guantánamo, où il est aujourd'hui détenu depuis près de quatre ans, sans inculpation ni jugement.

Contexte

« [...] tous mes interrogateurs m'ont dit que je suis innocent que je serais relâché sous peu, ils m'ont dit au bout d'un mois, un mois a passé et je n'ai pas été libéré. »

Adel Hamad vivait au Pakistan, près de la frontière afghane, depuis sa nomination, en 1999, au poste de directeur administratif de l'hôpital de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (WAMY) en Afghanistan.

Les autorités américaines soupçonnaient certains dirigeants de la WAMY, à quelques kilomètres de l'établissement où travaillait Adel Hamad, d'avoir des liens avec le terrorisme. Adel Hamad affirme qu'il n'était qu'un simple employé de l'organisation et qu'il ignorait tout de ces liens présumés, qui constituent le principal fondement de son maintien en détention.

Le Tribunal d'examen du statut de combattant a déclaré Adel Hamad « combattant ennemi », malgré l'avis contraire émis par un membre de cette instance, qui a jugé « déraisonnable » le maintien en détention de cet homme sur la base de telles allégations. Il a estimé les six allégations à charge d'Adel Hamad peu convaincantes et engagé le tribunal à recommander sa libération.

En mars 2005, Adel Hamad a sollicité l'aide de la cour fédérale du district de Columbia, qui a chargé le bureau fédéral d'assistance judiciaire de Portland, Oregon, de son dossier. Des avocats de cet organisme se sont rendus à Guantánamo afin de l'interroger, ainsi qu'au Pakistan et en Afghanistan pour s'entretenir avec des témoins à même de confirmer sa version des faits.

Au cours de l'enquête, William Teesdale, avocat du bureau fédéral d'assistance judiciaire de Portland, a déclaré qu'il avait pu vérifier les faits relatés par Adel Hamad lors d'entretiens avec une dizaine de témoins, dont il a filmé les déclarations sous serment. Parmi ces témoins figuraient trois médecins qui avaient travaillé aux côtés d'Adel Hamad à l'hôpital de Chamkani, en Afghanistan. Une vidéo de ces entretiens peut être visionnée sur Internet :

<http://www.youtube.com/watch?v=D5E3w7ME6Fs>

Vous pouvez par ailleurs devenir membre de *Project Hamad*, un groupe de soutien œuvrant en faveur d'Adel Hamad, de la justice à Guantánamo et du rétablissement de l'*habeas corpus*.

<http://projecthamad.org>

Famille

« Elle essaie toujours de me redonner le moral [...] Elle me dit tout le temps que ça va [...] qu'ils n'ont besoin de rien [...] qu'ils arrivent à s'en sortir [...] Mais je sais qu'elle n'a personne [...] Elle est seule. » – Adel Hamad, au sujet des lettres de sa femme.

Adel Hamad a reçu en détention quelques lettres de sa famille, qui souffrirait financièrement de son absence prolongée. L'une d'elle l'informait de la mort de sa petite fille, Fida, âgée de six mois. Il ne l'avait jamais vue.

Peu avant son arrestation, Adel Hamad avait passé un mois en vacances avec sa famille au Soudan. Il était retourné seul au Pakistan, après avoir décidé avec son épouse que celle-ci resterait au Soudan avec leurs enfants, dans l'intérêt de leur éducation. Ils vivaient auparavant avec lui au Pakistan, où ils se sentaient isolés du fait de leur méconnaissance de la langue et de la culture locales. Adel Hamad affirme qu'il prévoyait de continuer de travailler en Afghanistan encore un an, afin de mettre de l'argent de côté avant de retourner auprès de sa famille.

AGISSEZ EN FAVEUR DE Adel Hamad

Dans vos lettres aux autorités des États-Unis :

- demandez instamment qu'Adel Hamad soit libéré de Guantánamo, ou inculpé et jugé dans le plein respect des normes internationales d'équité devant un tribunal, sans possibilité de condamnation à mort ;
- priez-les d'enquêter sans délai sur toutes les informations selon lesquelles cet homme a été torturé ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements au cours de sa détention par les autorités américaines, et demandez-leur de veiller à ce que les responsables présumés de tels agissements soient traduits en justice ;
- exhortez-les à tenir la famille d'Adel Hamad pleinement informée de son statut juridique, de son état de santé et de ses conditions de vie, et à veiller à ce qu'il puisse communiquer de façon appropriée avec elle ;
- demandez-leur de fermer le centre de détention de Guantánamo et de libérer les personnes qui y sont détenues, ou de les inculper et de les faire juger par un tribunal dans le plein respect des normes internationales d'équité et sans possibilité de condamnation à mort.

Dans vos lettres aux autorités soudanaises :

[Merci d'adresser vos appels à l'ambassade du Soudan dans votre pays]

- faites observer qu'Adel Hamad est toujours détenu à Guantánamo, à l'instar de huit autres ressortissants soudanais, et saluez les déclarations du Parlement soudanais appelant à la fermeture de ce centre de détention ;
- priez-les d'intervenir auprès des autorités des États-Unis au nom de tous les ressortissants soudanais restant détenus à Guantánamo ;
- cherchez à obtenir l'assurance que les proches des détenus sont parfaitement informés de leur sort, notamment de tout nouvel élément les concernant ;
- demandez à être informé au sujet de la situation des ressortissants soudanais qui auraient déjà été renvoyés au Soudan ;
- efforcez-vous d'obtenir la garantie que tout détenu renvoyé au Soudan sera soit libéré, soit inculpé d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugé dans le respect des normes internationales d'équité, sans possibilité de condamnation à mort.

Veillez adresser vos appels à :

Commandant de la base de Guantánamo :

Navy Rear Adm. Harry B. Harris
Commander Joint Task Force Guantánamo
Department of Defense
Joint Task Force Guantánamo
Guantánamo Bay, Cuba
APO AE 09360

Fax : +1 305 437 1241

Courriel : harrishb@jftgtmo.southcom.mil

Formule d'appel : *Dear Rear Admiral, / Amiral,*

Brigadier General Cameron Crawford
Deputy Commander United States Southern Command
3511 NW 91st Ave., Miami, FL, 33172-1217
États-Unis

Fax : +1 305 437 1077

Formule d'appel : *Dear Brigadier General,* / **Monsieur le Général de brigade,**

Courriels via : <http://www.southcom.mil/home/>

Secrétaire américain à la Défense :

The Honorable Robert M. Gates
Secretary of Defense
1000 Defense Pentagon
Washington DC 20301, États-Unis

Fax : + 1 703 697 8339

Courriels via : <http://www.defenselink.mil/faq/comment.asp>

Formule d'appel : *Dear Secretary of Defense,* / **Monsieur le Secrétaire,**

Copies à :

Secrétaire d'État américaine :

The Honorable Condoleezza Rice
Secretary of State

U.S. Department of State

2201 C Street, N.W.

Washington DC 20520, États-Unis

Tél. : + 1 202 647 4000

Fax : + 1 202 261 8577

Courriel : Secretary@state.gov

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre :

USA: Who are the Guantánamo detainees? Case sheet 21 Adel Hassan Hamad

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI –mars 2007.

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://efai.amnesty.org/>